



**Conseil économique  
et social**

Distr.  
GÉNÉRALE

E/CN.4/2005/54  
5 novembre 2004

FRANÇAIS  
Original: ANGLAIS

---

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Soixante et unième session  
Point 11 a) de l'ordre du jour provisoire

**DROITS CIVILS ET POLITIQUES, NOTAMMENT LES QUESTIONS  
RELATIVES À LA TORTURE ET À LA DÉTENTION**

**Fonds de contributions volontaires des Nations Unies  
pour les victimes de la torture**

**Rapport du Secrétaire général**

**Résumé**

Conformément à la résolution 2004/41 de la Commission des droits de l'homme, le présent rapport contient des informations sur les recommandations adoptées par le Conseil d'administration à sa vingt-troisième session, tenue du 4 au 8 octobre 2004. Il fournit également des informations sur les contributions reçues et les contributions annoncées depuis la publication de son précédent rapport à la Commission (E/CN.4/2004/53 et Add.1). Le rapport présente également les besoins financiers du Fonds pour 2005 et les activités visant à obtenir des financements du Conseil. Le Conseil encourage vivement les gouvernements à contribuer au Fonds, de préférence avant mars 2005.

## TABLE DES MATIÈRES

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. RAPPORTS ANNUELS .....	1 – 2	3
II. ÉVALUATION DU FONCTIONNEMENT DU FONDS .....	3	3
III. SITUATION FINANCIÈRE.....	4 – 6	3
A. Contributions versées.....	4	3
B. Contributions annoncées.....	5 – 6	5
IV. VINGT-TROISIÈME SESSION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.....	7 – 11	6
V. RECHERCHE DE FINANCEMENT .....	12 – 14	8
VI. ÉVALUATION DES BESOINS POUR 2005.....	15 – 16	9
A. Demandes reçues et subventions accordées (2000-2004) .....	15	9
B. Estimation des besoins pour 2005 .....	16	10
VII. COMMENT VERSER UNE CONTRIBUTION.....	17	10
VIII. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS.....	18 – 20	10
Annex: List of organizations and activities financed by the Fund in 2004		11

## I. RAPPORTS ANNUELS

1. Conformément aux arrangements adoptés par l'Assemblée générale pour la gestion du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture, le Secrétaire général soumet un rapport annuel à l'Assemblée générale dans lequel sont précisés les fonds disponibles, les contributions annoncées et celles qui ont été versées, ainsi que les dépenses effectuées par prélèvement sur le Fonds (résolution 36/151 du 16 décembre 1981).
2. La session annuelle du Conseil d'administration ayant été reportée, pour se tenir, du 4 au 8 octobre 2004, le Secrétaire général n'a pas soumis son rapport annuel sur les activités du Fonds à l'Assemblée à sa cinquante-neuvième session. Le présent rapport, achevé le 5 novembre 2004, fournit des informations sur la vingt-troisième session du Conseil d'administration; il est présenté conformément à la résolution 2004/41 de la Commission.

## II. ÉVALUATION DU FONCTIONNEMENT DU FONDS

3. Comme la Commission des droits de l'homme l'a demandé au paragraphe 39 de sa résolution 2003/32, «une évaluation indépendante du fonctionnement du Fonds, conformément aux Règles et au Règlement de l'ONU, indiquant en particulier les leçons et les bonnes pratiques issues des activités du Fonds, afin d'en améliorer l'efficacité» a été entreprise par le Bureau des services de contrôle internes (BSCI), avec l'aide de deux consultants extérieurs. Le rapport final rendant compte du résultat de cette évaluation est présenté à la présente session de la Commission (E/CN.4/2005/55). Le BSCI a présenté ses conclusions au cours d'une réunion tenue le 13 octobre 2004.

## III. SITUATION FINANCIÈRE

### A. Contributions versées

4. Les contributions versées pour être affectées lors de la vingt-troisième session du Conseil figurent dans le tableau 1 ci-dessous. Celles qui ont été enregistrées ultérieurement sont indiquées au tableau 2. Le Conseil prendra ces contributions en considération à sa vingt-quatrième session, de même que toutes celles qui auront été dûment enregistrées avant avril 2005.

Tableau 1

### Contributions versées pour la vingt-troisième session du Conseil d'administration

État	Contribution n°	Montant (en dollars É.-U.)	Versée le
Afrique du Sud	9	14 429	18 mars 2004
Algérie	13	5 000	22 avril 2004
Algérie	14	14 318	30 août 2004
Allemagne	22	161 691	4 mars 2004

État	Contribution n°	Montant (en dollars É.-U.)	Versée le
Arménie	1	1 096	15 septembre 2004
Autriche	21	40 416	7 juin 2004
Bosnie-Herzégovine	1	608	26 mai 2004
Bulgarie	1	1 000	15 septembre 2004
Canada	22	47 229	4 octobre 2004
Chypre	16	6 304	27 avril 2004
Croatie	1	5 000	15 septembre 2004
Danemark	22	327 546	22 mars 2004
États-Unis d'Amérique	24	5 467 550	14 mai 2004
Finlande	22	175 692	27 septembre 2004
France	26	98 666	16 mars 2004
France	27	61 354	15 septembre 2004
Grèce	19	12 000	29 août 2003
Grèce	20	10 300	17 mars 2004
Guatemala	1	4 989	15 septembre 2004
Irlande	20	186 567	26 août 2004
Jamahiriya arabe libyenne	3	100 000	17 mars 2004
Liechtenstein	16	7 812	4 mai 2004
Maroc	3	5 000	9 janvier 2004
Mauritanie	1	11 168	15 septembre 2004
Mexique	1	10 000	10 février 2004
Monaco	11	10 000	17 mars 2004
Nicaragua	1	5 000	15 septembre 2004
Norvège	19	145 391	22 avril 2004
Pays-Bas	23	275 000	2 juillet 2004
Portugal	7	15 000	5 juillet 2004
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	17	272 354	29 juin 2004
Saint-Siège	8	1 000	22 juillet 2004
Saint-Siège	4	7 718	8 janvier 2004
Saint-Siège	21	12 000	9 juillet 2004

État	Contribution n°	Montant (en dollars É.-U.)	Versée le
Soudan	1	2 500	15 septembre 2004
Suède	15	7 893	15 septembre 2004
Suisse	18	64 000	27 septembre 2004
<b>Particuliers</b>			
M. Christian Lampert		61	9 juillet 2004
M. Shiokawa		312	5 avril 2004
M <sup>me</sup> Rita Maran		50	12 avril 2004
<b>ONG</b>			
The Gale Group		180	17 juillet 2004
NCJM, Pays-Bas		8 706	18 février 2004
Thomas et Ingeruth Frankl		610	22 avril 2004
<b>Total</b>		<b>7 763 701</b>	

**Tableau 2**

**Contributions disponibles pour la vingt-quatrième session  
du Conseil d'administration**

État	Contribution n°	Montant (en dollars É.-U.)	Versée le
Belgique	15	92 363	19 octobre 2004
Chili	13	5 000	29 septembre 2004
France	27	61 354	15 septembre 2004
Pologne	5	5 000	17 septembre 2004
Tunisie	14	1 659	29 septembre 2004
<b>Total</b>		<b>165 376</b>	

**B. Contributions annoncées**

5. Au 5 novembre 2004, selon les renseignements dont disposait le Haut-Commissariat, les contributions indiquées au tableau 3 n'avaient pas encore été versées.

**Tableau 3****Contributions annoncées mais non versées**

État	Contribution n <sup>o</sup>	Montant	Enregistrée le
Koweït	1	10 000	4 novembre 2002
Serbie-et-Monténégro	1	5 000	8 décembre 2003
Venezuela	2	5 000	11 février 2003
<b>Total</b>		<b>15 000</b>	

6. Toute contribution officiellement enregistrée par le Trésorier des Nations Unies après avril 2005 figurera dans les comptes de la session suivante. Le Conseil adopte ses recommandations de financement sur la base du montant des contributions effectivement versées et enregistrées par le Trésorier des Nations Unies sur le compte du Fonds, il ne prend pas en considération les annonces de contributions.

**IV. VINGT-TROISIÈME SESSION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

7. Le 4 août 2004, le Secrétaire général a nommé M. Ivan Tosevski (Président); M. Theo van Boven, M. Ribot Hatano, M<sup>me</sup> Sonia Picado et M. Amos Wako ont été nommés pour une période transitoire d'un an. Le Conseil d'administration, qui a tenu sa vingt-troisième session du 4 au 8 octobre 2004, a recommandé que des subventions, pour un montant total de 6,7 millions de dollars des États-Unis, soient versées à 172 organisations dans 61 pays. Ces recommandations ont été approuvées le 11 octobre 2004 par le Haut-Commissaire aux droits de l'homme au nom du Secrétaire général.

8. Malgré les ressources limitées dont il dispose, le Conseil a repris sa pratique consistant à financer des formations et des séminaires devant permettre aux professionnels de la santé, aux travailleurs sociaux, aux juristes et à d'autres prestataires de services d'échanger des données d'expérience et de mettre au point de nouvelles stratégies pour mieux répondre aux besoins des victimes de la torture. Il a été recommandé d'accorder 57 000 dollars à neuf organisations, en vue d'organiser des sessions de formation entre la fin de la vingt-troisième session et le début de l'année 2005. Cette recommandation est conforme à la recommandation n<sup>o</sup> 3 mentionnée dans le rapport du BSCI concernant l'évaluation du Fonds (voir E/CN.4/2005/55, par. 76).

9. Le Conseil s'est félicité de sa réunion avec un membre de l'équipe d'évaluation du BSCI, qui lui a présenté les principales recommandations de l'évaluation, en particulier celles visant à renforcer la gestion des projets ainsi qu'à consolider le rôle du Conseil en tant qu'organe d'élaboration des politiques, lequel devrait se pencher davantage sur les stratégies concernant l'octroi de subventions et les activités de financement, et élaborer des directives à l'usage du secrétariat et des demandeurs.

10. Le Conseil était particulièrement satisfait des efforts entrepris par le secrétariat depuis sa précédente session pour organiser des visites d'évaluation de projets sur le terrain. Ces visites ont été réalisées soit par le personnel du Haut-Commissariat aux droits de l'homme, soit par le

personnel des Nations Unies présent sur le terrain. Depuis 2002, 58 projets ont été évalués dans 16 pays. Les visites ont été très appréciées par les organisations elles-mêmes, les responsables de l'évaluation et les donateurs, dans la mesure où elles contribuent à garantir que les fonds sont utilisés dans le but pour lequel ils ont été accordés. Le secrétariat a mis au point un calendrier de visites sur site qui permettra d'évaluer tous les projets d'ici la fin 2005. Des visites de contrôle continueront d'avoir lieu, et il faut espérer que tous les projets pourront faire l'objet d'une visite tous les trois à cinq ans. Une présélection des nouvelles propositions soumises au Fonds a également été mise en place. Le secrétariat a collaboré étroitement avec les bureaux extérieurs du Haut-Commissariat aux droits de l'homme et le personnel des Nations Unies présent sur le terrain, dans la mesure du possible, afin de s'assurer que les nouvelles propositions reçues répondent aux critères d'admissibilité élaborés par le Fonds pour la sélection de projets.

11. Conformément à la recommandation n° 9 du BSCI, selon laquelle le Fonds devrait mettre au point un système centralisé et informatisé de suivi de l'historique, du financement et du contenu du projet, qui permettra au personnel de suivre et d'enregistrer l'historique et l'évolution des relations avec les bénéficiaires et les donateurs, le Conseil a également recommandé qu'un système électronique de gestion de projets soit mis à la disposition du secrétariat, non seulement pour améliorer la gestion financière du Fonds mais aussi pour établir les informations statistiques, qui ne peuvent actuellement pas être obtenues automatiquement. À deux reprises, le secrétariat a établi des statistiques sur les victimes assistées, par sexe et par groupe d'âge, par le biais des projets subventionnés par le Fonds, ainsi que sur les types d'assistance fournie aux bénéficiaires. Ces informations sont disponibles dans les rapports (E/CN.4/1993/23 et A/57/268) élaborés respectivement, pour le dixième et le vingtième anniversaires d'existence du Fonds. On peut trouver dans le dernier rapport du Secrétaire général à l'Assemblée générale sur les activités du Fonds (A/58/284) des informations sur les différents types d'assistance apportée aux victimes de la torture et leur caractère complémentaire.

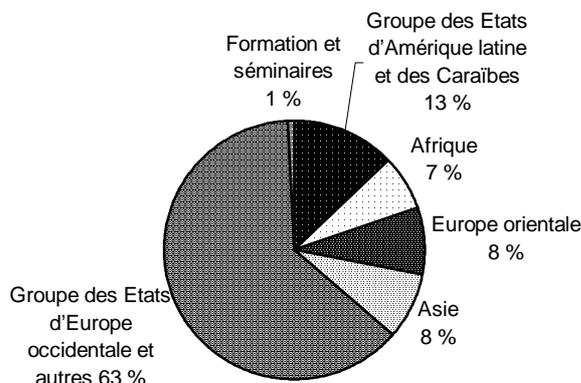
**Tableau 4**

**Subventions accordées à la vingt-troisième session**

Région	Montants sollicités	Montants accordés	
	En 2004	Nombre de projets	En 2004
États d'Amérique latine et des Caraïbes	1 407 877	25	826 000
Afrique	756 248	21	456 000
Europe orientale	809 620	18	553 500
Asie	1 120 425	16	538 000
États d'Europe occidentale et autres	7 909 053	90	4 102 000
Formation et séminaires	377 263	9	57 000
Fonds d'urgence			233 168
<b>Montant total sollicité en 2004</b>	<b>13 218 207</b>	<b>179</b>	<b>6 765 668</b>

## Graphique 1

### Répartition des subventions en 2004



## V. RECHERCHE DE FINANCEMENT

12. L'Assemblée générale, dans sa résolution 58/164, et la Commission des droits de l'homme, dans sa résolution 2004/41 (par. 37), ont exprimé leur gratitude et leurs remerciements aux gouvernements, organisations et individus qui ont versé des contributions au Fonds. Le Comité contre la torture, le Rapporteur spécial sur la question de la torture, le Président de la vingt-deuxième session du Conseil d'administration du Fonds et le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme par intérim ont renouvelé ces remerciements dans leur déclaration conjointe à l'occasion de la Journée internationale des Nations Unies pour le soutien aux victimes de la torture, le 26 juin 2004. Les organismes des Nations Unies qui se soucient plus particulièrement des questions liées à la torture ont encouragé les donateurs qui ont déjà versé des contributions au Fonds à poursuivre dans cette voie, si possible en augmentant sensiblement le montant des contributions, afin que les demandes d'assistance, toujours plus nombreuses, puissent être prises en considération.

13. Dans sa résolution 36/151, par laquelle elle a établi le Fonds, l'Assemblée générale a autorisé le Conseil à encourager et à solliciter des contributions et des annonces de contributions. Elle a également prié le Secrétaire général de donner au Conseil toute l'assistance dont il pourrait avoir besoin. Les membres du Conseil ont notamment l'occasion de solliciter des contributions lors de la réunion annuelle avec des représentants des missions permanentes auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, qui se tient généralement le dernier jour de la session du Conseil. La Commission a institué la pratique d'inviter le Président ou un membre du Conseil, s'il est présent à Genève pendant la session de la Commission en mars/avril, à présenter au titre du point pertinent de son ordre du jour, les informations les plus récentes sur la situation financière du Fonds et à encourager les participants à verser des contributions avant la réunion du Conseil

en mai. Une déclaration du Président a été lue par un membre du Secrétariat en son nom le 31 mars 2004.

14. Dans le cadre de la stratégie de recherche de financement mise en œuvre en 2002 par le Conseil, qui consiste à prendre contact avec les donateurs sur une base régionale, le Président de la vingt-deuxième session a rencontré des États membres des cinq groupes régionaux en février et en avril 2004 en vue de renforcer la sensibilisation et la responsabilité au niveau régional en ce qui concerne la fourniture aux victimes de la torture de l'assistance adéquate par le biais du Fonds. Conformément à l'approche adoptée lors de ces réunions, le Haut-Commissariat aux droits de l'homme a, pour la première fois, alloué au Fonds une somme provenant de contributions non affectées, comme plusieurs délégations l'avaient suggéré au cours de la réunion avec les groupes régionaux. Des contributions ont donc été reçues des pays suivants: Arménie, Bulgarie, Costa Rica, Croatie, France, Guatemala, Hongrie, Mauritanie, Mexique, Nicaragua, Soudan et Suède.

## VI. ÉVALUATION DES BESOINS POUR 2005

### A. Demandes reçues et subventions accordées (2000-2004)

15. Afin de tenir compte de la différence entre les subventions demandées par des organisations et les ressources disponibles susceptibles d'être affectées à ces subventions (voir le tableau 5 ci-dessous), le Conseil a recommandé, comme les années précédentes, que la totalité du montant soit approuvée. En conséquence, les seuls fonds restants à la fin de l'année sont la réserve obligatoire, qui, conformément aux Règles des Nations Unies applicables au Fonds de contributions volontaires à vocation humanitaire, est fixée à 15 % du montant disponible pour des subventions.

**Tableau 5**

### Comparaison des demandes reçues et des subventions accordées (2000-2004)

Année	Montant des demandes (dollars É.-U.)	Montant approuvé (dollars É.-U.)	Pourcentage approuvé	Taux d'exécution* (pourcentage)
2004	13 218 207	6 765 668	51	
2003	13 340 781	7 222 691	54	95
2002	12 055 638	7 815 070	65	87
2001	11 119 341	8 009 842	72	92
2000	10 000 000	7 000 000	70	84

\* L'analyse du taux d'exécution montre que le Fonds verse systématiquement des subventions qui représentent plus de 80 % du montant approuvé avant la session suivante du Conseil. Le montant restant correspond aux subventions en suspens pour lesquelles les renseignements complémentaires sont demandés avant le versement. Le taux d'exécution pour 2004 sera disponible en avril 2005 avant la prochaine session du Conseil.

## **B. Estimation des besoins pour 2005**

16. Sur la base des demandes reçues pour 2004 (qui s'élèvent à 13,2 millions de dollars), le Conseil a estimé qu'il serait nécessaire de disposer de 14 millions de dollars à la prochaine session pour couvrir toutes les nouvelles demandes susceptibles d'être formulées. Dans l'appel annuel du Haut-Commissariat pour 2005, le Haut-Commissaire aux droits de l'homme a invité les gouvernements à contribuer au Fonds à hauteur de 7,4 millions de dollars au minimum. Au 5 novembre 2004, le total des nouvelles contributions versées depuis la dernière session du Conseil s'élevait à 165 376 dollars (voir le tableau 2 ci-dessus).

## **VII. COMMENT VERSER UNE CONTRIBUTION**

17. Pour toute contribution au Fonds, il convient toujours de préciser «pour le Fonds des Nations Unies pour les victimes de la torture, compte CH». Les paiements peuvent se faire, soit par virement bancaire: a) en dollars des États-Unis ou dans d'autres monnaies, à «United Nations Geneva General Fund», compte 485001802, J.P. Morgan Chase Bank, New York, N.Y. 10004 (États-Unis d'Amérique) (Swift code: CHASUS33); b) en euros et livres sterling, à «United Nations Office at Geneva», compte 23961901, J.P. Morgan Chase Bank, London, P.O. Box 440, Wollgate House, Coleman Street, Londres (Royaume-Uni) (Swift code: CHASGB2L); c) en francs suisses, à «United Nations Geneva General Fund», compte 240-C0590160.0, UBS, rue du Rhône 8, Genève 2 (Suisse) (Swift code: UBSWCHZH12A); d) soit par chèque, à l'ordre de «Nations Unies», à envoyer à la Trésorerie, ONU, Palais des Nations, CH-1211 Genève 10 (Suisse). Tout donateur est invité à informer le secrétariat du Fonds et l'unité de la mobilisation des ressources de son paiement (une copie de l'ordre de virement bancaire ou du chèque serait appréciée) afin de permettre un suivi efficace de la procédure d'enregistrement officiel et la préparation des rapports du Secrétaire général.

## **VIII. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS**

**18. Suite aux appels lancés par l'Assemblée générale, la Commission des droits de l'homme et le Conseil d'administration du Fonds, les donateurs sont invités à verser leurs contributions au Fonds avant mars 2005 afin de permettre au Conseil de les prendre en considération à sa vingt-quatrième session, en avril 2005.**

**19. L'Assemblée générale, la Commission et le Conseil ont également appelé les donateurs réguliers à augmenter si possible le montant de leur contribution, afin de donner au Conseil les moyens de faire face aux besoins croissants d'assistance aux victimes de la torture et aux membres de leur famille.**

**20. Le Conseil encourage vivement les gouvernements qui n'ont pas encore contribué au Fonds à le faire pour la première fois, de préférence avant mars 2005.**

**Annex**

**LIST OF ORGANIZATIONS AND ACTIVITIES FINANCED BY THE FUND IN 2004**

<b>State</b>	<b>Organization and type of assistance financed by the Fund</b>
Argentina	Abuelas de la Plaza de Mayo, Buenos Aires; psychological assistance
Brazil	ACAT-Brazil (Association of Christians for the Abolition of Torture), São Paulo; medical, psychological, social and legal assistance
United States of America	ACCESS (Arab Community Center for Economic and Social Services), Dearborn, Michigan; medical, psychological, social, legal and economic assistance
Bulgaria	ACET (Assistance Centre for Torture Survivors), Sofia; medical, psychological, social and legal assistance
Uganda	ACTV/Kampala
Democratic Republic of the Congo	AED (Action pour l'éducation au droit), Bukavu; medical, psychological and legal assistance
India	AITPN/New Delhi
United States of America	Amigos de los Sobrevivientes, Eugene, Ore.; medical, psychological, social, legal and economic assistance
Switzerland	Appartenances, Lausanne; psychological assistance
Australia	ASETTS, Perth; psychological and social assistance
Philippines	Asian Federation Against Involuntary Disappearances (AFAD)
United States of America	Asian-Americans for Community Involvement, San José, Calif.
Guatemala	Asociación para la Salud y el Desarrollo Integral de Momostenango
Burundi	Association burundaise pour la protection des droits humains et des personnes détenues (APRODH)
Bosnia and Herzegovina	Association for Rehabilitation of Torture Victims-Center for Torture Victims
Bosnia and Herzegovina	Association of Concentration Camp Inmates, Sarajevo; social and financial assistance
United States of America	ASTT (Advocates for Survivors of Trauma and Torture), Baltimore; medical, psychological, social and legal assistance
Paraguay	ATYHA (Centro de Alternativas en Salud Mental), Asunción; medical, psychological, social and financial assistance
France	AVRE (Association pour les victimes de la répression en exil), Paris; medical, psychological, social and legal assistance

<b>State</b>	<b>Organization and type of assistance financed by the Fund</b>
Philippines	BALAY Rehabilitation Centre, Quezon City; medical, psychological, social, legal and economic assistance
United States of America	Bellevue Association, New York; medical, psychological, social and legal assistance
Germany	BFU (Centre for the Treatment of Torture Victims), Ulm; medical, psychological, social and legal assistance
United States of America	Boston Medical Center, Boston; medical, psychological, social and legal assistance
Bangladesh	BRCT (Bangladesh Rehabilitation Centre for Trauma Victims), Dhaka; medical, psychological, legal and economic assistance
Canada	Calgary Catholic Immigration Society, Calgary; medical and psychological assistance
Canada	Canadian Centre for Victims of Torture, Toronto; psychological assistance
Peru	CAPS/Lima
Germany	Caritas-Köln, Cologne; psychological assistance
Italy	Casa diritti sociali Focus, Rome; psychological, social and legal assistance
Australia	CASE for Refugees, Perth; legal assistance
Turkey	CASRA, Diyarbakir; medical, psychological, social, legal and financial assistance
Colombia	CEDAVIDA (Fundación Social Colombiana), Bogota; medical, psychological and social assistance
Mexico	CEFPROD HAC (Centro de Estudios Fronterizos y de Promoción de los Derechos Humanos), Reynosa; medical, psychological, legal and economic assistance
United States of America	CEJIL (Centro por la Justicia y el Derecho Internacional), Washington, D.C.; legal assistance
Argentina	CELS (Center for Legal and Social Studies), Buenos Aires; medical, psychological, social and legal assistance
United States of America	Center for Survivors of Torture, Dallas; medical, psychological and legal assistance
Germany	Centre for the Treatment of Torture Victims, Berlin; medical, psychological, social and legal assistance
Morocco	Centre d'accueil et d'orientation, Casablanca; medical, psychological, social and legal assistance

<b>State</b>	<b>Organization and type of assistance financed by the Fund</b>
France	Centre d'accueil et de soins Primo Levi, Paris; medical, psychological, social and legal assistance
United States of America	Centre for Multicultural Human Services, Falls Church; medical, psychological, social and legal assistance
Poland	Centre for Victims of Political Persecutions, Krakow; medical, psychological and legal assistance
Canada	Centre international de ressources juridiques (CIRJ)/Montréal
Democratic Republic of the Congo	Centre Mater Misericordiae, East and Sud-Kivu areas; medical, psychological, social, legal and financial assistance
Chile	Centro Alternativas, Santiago; medical, psychological and social assistance
Italy	Centro Astalli, Rome; social, legal and economic assistance
Chile	CINTRAS (Centro de Salud Mental y Derechos Humanos), Santiago; medical, psychological and social assistance
Italy	CIR (Italian Refugee Council), Rome; medical, psychological, social and legal assistance
United States of America	CJA (Centre for Justice and Accountability), San Francisco; legal assistance
Argentina	CODESEDH (Comité para la Defensa de la Salud, la Ética Profesional y los Derechos Humanos), Buenos Aires; medical, psychological, social and legal assistance
France	COMEDE (Comité médical pour les exilés), Paris; medical, psychological and social assistance
Peru	COMISEDH (Comisión de Derechos Humanos), Lima; medical, psychological, social, legal and economic assistance
Democratic Republic of the Congo	Comité des observateurs des droits de l'homme (CODHO)
Liberia	Concerned Christian Community, Monrovia; medical, psychological and economic assistance
Hungary	Cordelia Foundation, Budapest; medical and psychological assistance
Switzerland	Croix-rouge Suisse, Bern; medical, psychological and social assistance
South Africa	CSV (Centre for the Study of Violence and Reconciliation), Johannesburg; psychological assistance
Bosnia and Herzegovina	CTV Sarajevo (Centre for Torture Victims), Sarajevo; medical, psychological and social assistance
United States of America	CVT (Centre for Victims of Torture), Minneapolis; medical, psychological and social assistance

<b>State</b>	<b>Organization and type of assistance financed by the Fund</b>
Russian Federation	Chechnya Justice Initiative, Chechnya, Ingushetia and Moscow; legal assistance
Chile	DIT-CODEPU (Equipo de Denuncia, Investigación y Tratamiento del Torturado y su Núcleo Familiar, Corporación de Promoción y Defensa de los Derechos del Pueblo); medical, psychological and legal assistance
Argentina	EATIP (Equipo Argentino de Trabajo e Investigación Psicosocial), Buenos Aires; medical, psychological, social and legal assistance
Canada	Edmonton Centre for Survivors of Torture and Trauma, Edmonton; psychological assistance
United States of America	El Rescate Legal Services, Los Angeles; legal assistance
Georgia	Empathy, Tbilisi; medical, psychological and social assistance
Belgium	EXIL (Centre médico-psycho-social pour réfugiés et victimes de torture), Brussels; medical, psychological and social assistance
Spain	Exil España, Fundació Concepció Juvanteny, Barcelona; medical, psychological and social assistance
Rwanda	FACT; medical, psychological, social and legal assistance
Chile	FASIC (Fundación de Ayuda Social de las Iglesias Cristianas), Santiago; medical, psychological, social, legal and economic assistance
Armenia	FAVL (Fund Against the Violation of Law), Yerevan; medical, psychological, social and legal assistance
Peru	FEDEPAZ (Fundación Ecuémica para el Desarrollo y la Paz), Lima; medical, psychological, social and legal assistance
France	FIDH (Fédération internationale des ligues des droits de l'homme), Paris; legal assistance
Philippines	FIND (Families of Victims of Involuntary Disappearances), Quezon City; medical, psychological and legal assistance
Haiti	Fondation cœurs touchés (FCT)
Cameroon	FONI (Fondation IDOLE), Yaoundé; psychological and social assistance
Palestine	Gaza Community Mental Health Programme, Gaza; psychological and social assistance
Georgia	GCRT (Georgian Center for Psychosocial and Medical Rehabilitation of Torture Victims), Tbilisi; medical, psychological, social and legal assistance
United States of America	Greater Boston Legal Services

<b>State</b>	<b>Organization and type of assistance financed by the Fund</b>
United States of America	Gulf Coast Community Care, Clearwater, Florida; medical, psychological, social and legal assistance
Ecuador and United States of America	Hebrew Immigrant Aid Society (HIAS)
Kenya and United States of America	Hebrew Immigrant Aid Society (HIAS)
Austria	HEMAYAT, Vienna; medical and psychological assistance
Sri Lanka	HHR (Home for Human Rights), Colombo; medical, psychological, social and legal assistance
Turkey	HRFT (Human Rights Foundation of Turkey), Ankara, Istanbul, Izmir, Adana and Diyarbakir; medical, psychological and social assistance
United States of America	Human Rights Initiative of North Texas, Dallas; medical and psychological assistance
Russian Federation	Human Rights Society Nizhny Novgorod
Serbia and Montenegro	IAN (International Aid Network), Belgrade; medical, psychological, social and legal assistance
Romania	ICAR Foundation, Bucharest; medical, psychological, social and legal assistance
Kenya	IMLU (Independent Medico-Legal Unit), Nairobi; medical, psychological and legal assistance
United States of America	Institute for the Study of Psychosocial Trauma (ISPT), Palo Alto, Calif.
Bolivia	Instituto de Terapia e Investigación (ITEI), La Paz
United States of America	International Institute of Boston, Boston; psychological and social assistance
United States of America	International Institute of New Jersey, Jersey City; psychological, social and economic assistance
Ukraine	International Medical Rehabilitation Center (IRC)
Croatia	IRCTV (International Rehabilitation Centre for Torture Victims), Zagreb; medical, legal and economic assistance
Rwanda	Kanyarwanda, Kigali; medical, psychological and social assistance
Lebanon	Khiam Rehabilitation Centre for Victims of Torture, Beirut; medical, psychological and social assistance
United States of America	Khmer Health Advocates, West Hartford, Conn.; psychological assistance

<b>State</b>	<b>Organization and type of assistance financed by the Fund</b>
Uzbekistan	Khorezm Regional Department of Human Rights Society of Uzbekistan (HRSU), Gazovikov
United Kingdom	KHRP (Kurdish Human Rights Project), London; legal assistance
Serbia and Montenegro (Kosovo)	KRCT (Kosova Rehabilitation Centre for Torture Victims), Prishtina, Kosovo; medical, psychological and social assistance
Nigeria	LEDAP, Lagos, Port Harcourt, Kano, Katsina and Kaduna; medical, legal and financial assistance
Togo	Ligue togolaise des droits de l'homme, Lomé
Kenya	Litigation Fund Against Torture (LIFAT)
Mozambique	LMDH, Niassa, Cabo Delgado, Nampula, Sofala, Inhambane, Gaza and Maputo provinces; medical, psychological, social and legal assistance
United States of America	Lowell Community Health Center, Lowell, Mass., and surrounding area; medical, psychological, social and financial assistance
Palestine	Mandela Institute for Human Rights, Ramallah
United States of America	Marjorie Kovler Centre for the Treatment of Survivors of Torture, Chicago; medical, psychological, social and legal assistance
United States of America	Médecins du monde, New York; medical, psychological, social and legal assistance
Belgium	Médecins sans frontières/Les projets belges (MPORE)
United Kingdom	Medical Foundation for the Care of Victims of Torture, London; medical, psychological, social, legal and economic assistance
Italy	Medici contro la tortura, Rome; medical, psychological, social, legal and economic assistance
United States of America	Minnesota Advocates for Human Rights, Minneapolis; legal assistance
Greece	MRCTV (Medical Rehabilitation Centre for Torture Victims), Athens; medical, psychological, social and legal assistance
Estonia	MRT (Estonian Center of Medical Rehabilitation for Victims of Torture), Tartu; medical, psychological, social and legal assistance
Italy	NAGA (Associazione Volontaria di Assistenza Socio-Sanitaria e per i Diritti di Stranieri e Nomadi - ONLUS), Milan; medical, psychological, social and legal assistance
Congo	Observatoire congolais des droits humains
Switzerland	OMCT (Organisation mondiale contre la torture), Geneva; medical, social and legal assistance

<b>State</b>	<b>Organization and type of assistance financed by the Fund</b>
Austria	OMEGA Health Care Center, Graz; medical, psychological and social assistance
Democratic Republic of the Congo	OSD (Oeuvres sociales pour le développement), Kinshasa; medical, social and economic assistance
France	OSIRIS, Aix-en-Provence; medical and psychological assistance
Canada	Ottawa Community Immigrant Services Organization (OCISO), Municipality of Ont.; psychological assistance
France	Parcours de jeunes, Paris; medical and psychological assistance
Israel	PCATI (Public Committee Against Torture in Israel), Jerusalem; legal assistance
United Kingdom	Penal Reform International, London; legal assistance
United Kingdom	POC (Prisoners of Conscience Appeal Fund), London; economic assistance
United States of America	Program for Torture Victims, Los Angeles; medical and psychological assistance
United States of America	Provident Counselling, Saint Louis
Denmark	RCT (Rehabilitation Centre for Torture Victims), Copenhagen; medical, psychological and social assistance
Republic of Moldova	RCVT Memoria, Chisinau; medical, psychological, social and legal assistance
Sweden	Red Cross Centre for Tortured Refugees in Stockholm; medical, psychological and social assistance
Sweden	Red Cross Centre for Victims of Torture in Falun, Dalarna; psychological and social assistance
Sweden	Red Cross Rehabilitation Centre for Torture and War Victims in Göteborg; medical, psychological and social assistance
Sweden	Red Cross Rehabilitation Centre, Uppsala; psychological and social assistance
Venezuela	Red de Apoyo, Caracas; medical, psychological, social and legal assistance
United Kingdom	Redress Trust, London; legal assistance
United States of America	Refuge, Inc., New York; psychological and social assistance
Germany	Refugio, Bremen; psychological assistance
Germany	Refugio, Munich; medical, psychological, social and economic assistance

<b>State</b>	<b>Organization and type of assistance financed by the Fund</b>
Ethiopia	Rehabilitation Centre for Victims of Torture in Ethiopia (RCVTE), Addis Ababa
Republic of Moldova	Rehabilitation Centre for Victims of War and Totalitarian Regimes, Balti; medical, social and legal assistance
Bangladesh	RESDO (Rural Effective Social Development Organization), Jhenaidah; medical and economic assistance
Haiti	Réseau Sud, Les Cayes and Jérémie; medical, legal and financial assistance
United Kingdom	Response International, London
Lebanon	RESTART, Tripoli Centre, Tripoli; medical and psychological assistance
Canada	RIVO (Réseau d'intervention auprès des personnes ayant subi la violence organisée), Montreal; medical, psychological and social assistance
United States of America	Rocky Mountain Survivors Center, Denver; medical, psychological and legal assistance
Rwanda	RWC, Great Lakes region; medical, psychological and social assistance
Pakistan	SACH (Rehabilitation Centre for Victims of Torture), Rawalpindi; medical, psychological and social assistance
United States of America	Safe Horizon, Inc., New York; medical, psychological, social and legal assistance
Uruguay	SERSOC (Social Rehabilitation Service), Montevideo; medical, psychological and social assistance
Canada	Service d'aide psychologique spécialisée aux immigrants et réfugiés (SAPSIR)
Haiti	SFT (Association santé-formation-travail), Port-au-Prince; psychological and social assistance
Romania	SIRDO (Romanian Independent Society of Human Rights), Bucharest; legal assistance
United Kingdom	SOAT (Sudanese Victims of Torture Group), London; medical, legal and economic assistance
Russian Federation	Soldiers' Mothers, St. Petersburg; medical, psychological, social and legal assistance
Congo	SOPROP (Solidarité pour la promotion sociale et la paix), Goma; medical, social and legal assistance
India	SOSRAC (Society for Social Research, Art and Culture), Delhi; medical, psychological and social assistance

<b>State</b>	<b>Organization and type of assistance financed by the Fund</b>
Ireland	SPIRASI; medical, psychological, social, legal and training assistance
United States of America	Survivors International, San Francisco; medical, psychological and social assistance
United States of America	Survivors of Torture, International, San Diego; medical, psychological, social and legal assistance
United States of America	TASSC; medical, psychological, social, legal and financial assistance
Spain	TAT, Hernani, Guipuzcoa; psychological assistance
Turkey	TOHAV (Rehabilitation Centre for Torture Victims), Istanbul; medical, psychological and legal assistance
Brazil	Tortura Nunca Mais, Rio de Janeiro; medical, psychological, social and legal assistance
Cameroon	Trauma Center in Yaoundé; medical, psychological, social and economic assistance
South Africa	Trauma Center, Cape Town; medical, psychological, social and legal assistance
Palestine	TRC (Treatment Rehabilitation Centre for Victims of Torture), Ramallah; medical, psychological and social assistance
Australia	TRUSTT, The Treatment and Rehabilitation Unit for Survivors of Torture and Trauma, Brisbane; medical, psychological, social and economic assistance
Denmark	UDC-Gruppen ApS
Haiti	UFADESCH, Union des formateurs animateurs du Sud en éducation civique et le respect des droits humains, Cayes; medical and legal assistance
Tanzania	Une femme qui en soulève une autre, Feuzi; medical, psychological, social, legal and financial assistance
Switzerland	Unité de médecine des voyages et des migrations, Geneva; medical and psychological assistance
United States of America	Utah Health, Salt Lake City; medical, psychological, social and legal assistance
Democratic Republic of the Congo	V.S.V. (La voix des sans-voix pour les droits de l'homme), Kinshasa; medical and social assistance
Canada	VAST (Vancouver Association for Survivors of Torture), Vancouver; psychological and social assistance
Senegal	VIVRE, Thies; medical, social and legal assistance

<b>State</b>	<b>Organization and type of assistance financed by the Fund</b>
Nigeria	WACOL (Women's Aid Collective), Enugu; psychological, social, legal and economic assistance
United Kingdom	Women Against Rape (WAR)
Germany	Xenion, Berlin; medical and psychological assistance
Indonesia	Yosua Prison Ministry, Jakarta; medical, psychological, social and economic assistance
Austria	ZEBRA, Graz; medical, psychological, social and legal assistance

-----